

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
LIMITEE
A/C.5/L.445
13 février 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 51 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE D'ETUDE DU REGIME DES TRAITEMENTS

Note du Secrétaire général

Pour faciliter à la Cinquième Commission l'adoption de conclusions sur le rapport du Comité d'étude, le Secrétaire général soumet à l'examen de la Commission le texte d'un projet de résolution.

Pour les points sur lesquels la Cinquième Commission a déjà pris une décision, le texte proposé tient compte de cette décision et indique les modifications à apporter au Statut du personnel; mention est en outre faite en note de la séance à laquelle la décision a été prise. Pour les quelques points sur lesquels la Commission n'avait pas encore pris de décision lorsque le projet de résolution a été rédigé, mention est faite des points énoncés dans la note du Président (A/C.5/L.394/Add.2).

Le Secrétaire général a néanmoins, afin de présenter un projet de résolution complet, établi des projets de textes concernant les points de cette dernière catégorie. Les paragraphes en question pourront évidemment avoir à être modifiés en fonction des conclusions qu'adoptera effectivement la Cinquième Commission.

PROJET DE RESOLUTION RELATIF AUX TRAITEMENTS, INDEMNITES ET PRESTATIONS

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport (A/3209) du Comité d'étude du régime des traitements créé par la résolution 975 (X), les observations y relatives du Secrétaire général et des chefs des secrétariats de l'OIT, de l'UNESCO, de l'OMS, de la FAO et de l'OACI (A/C.5/691) et les observations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (A/3505),

1. Prie le Secrétaire général,

- a) D'appliquer les dispositions relatives aux traitements de base^{1/}, aux ajustements (indemnités de poste ou déductions)^{2/} et aux avantages familiaux^{3/}, énoncés au paragraphe 6 ci-après, au personnel en poste au Siège ou à l'Office européen de l'Organisation avec effet au 1er janvier 1957 et d'appliquer ces dispositions, aussitôt que possible, aux autres fonctionnaires de l'Organisation^{4/}, avec effet aux dates qu'il fixera pour chaque bureau;
- b) De procéder, après avoir consulté les chefs des secrétariats des institutions spécialisées, à l'uniformisation - envisagée au chapitre XIII du rapport du Comité d'étude - des conditions d'emploi du personnel participant à l'exécution des divers programmes, en appliquant les mesures essentielles proposées par le Comité, notamment en accordant une indemnité d'affectation aux fonctionnaires pourvus de certaines affectations temporaires, sous réserve des modifications que le Secrétaire général juge souhaitable et nécessaire d'apporter aux propositions détaillées^{5/};
- c) De s'inspirer des conclusions de la Cinquième Commission, telles qu'elles sont consignées dans son rapport à l'Assemblée générale, en ce qui concerne les questions non traitées dans la présente résolution;

^{1/} 576ème séance.

^{2/} 582ème séance.

^{3/} 583ème séance.

^{4/} Point 27 du document A/C.5/L.394/Add.2

^{5/} 587ème séance.

2. Prie le Secrétaire général, en liaison avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées intéressées et en coopération avec le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel,

- i) De revoir la question de la rémunération du personnel ouvrant droit à pension^{6/}, en vue de faire à l'Assemblée générale des recommandations touchant les mesures à prendre;
- ii) De prévoir des prestations en cas de décès et des prestations d'invalidité pour les fonctionnaires titulaires d'un engagement temporaire de durée déterminée^{7/}, si possible au moyen d'un amendement qui serait apporté aux Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel;

3. Décide qu'un nouvel article 3.3 du Statut du personnel, tel qu'il figure au paragraphe 6 ci-après, modifie les dispositions de la résolution 359 (IV) modifiée par la résolution 973 C (X), relative au barème des contributions du personnel^{8/};

4. Autorise le Secrétaire général à élargir les systèmes d'assurance maladie et d'assurance hospitalisation actuellement applicables au personnel et à ajouter aux dispositions actuelles un système d'assurance soins dentaires, le financement de ces systèmes devant être assuré par répartition à peu près égale du coût total entre l'ensemble du personnel participant et l'Organisation de façon que les fonctionnaires des classes les moins rémunérées reçoivent une assistance financière plus grande que ceux des classes les plus rémunérées^{9/};

5. Autorise le Secrétaire général à verser, à titre de mesure transitoire, des indemnités personnelles aux fonctionnaires actuels dont, sans cela, la rémunération se trouverait réduite du fait de l'entrée en vigueur de nouveaux taux ou de nouvelles conditions concernant les avantages familiaux, ces indemnités personnelles devant diminuer et finalement disparaître selon une procédure que fixera le Secrétaire général^{10/};

^{6/} 585ème séance.

^{7/} Point 26 du document A/C.5/L.394/Add.2.

^{8/} Le Secrétaire général pense qu'il conviendrait que le barème des contributions du personnel figure sans modification dans le Statut du personnel, avec les dispositions relatives aux avantages familiaux (article 3.2 du Statut du personnel).

^{9/} Point 18 du document A/C.5/L.394/Add.2.

^{10/} Point 28 du document A/C.5/L.394/Add.2.

6. Décide d'apporter au Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies les modifications suivantes, avec effet au 1er janvier 1957.

Annexe I, paragraphe 3

Les Directeurs reçoivent un traitement annuel de 18.000 dollars des Etats-Unis^{11/} (sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut du personnel et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions)) et, s'ils remplissent par ailleurs les conditions requises, ils perçoivent les indemnités dont les fonctionnaires bénéficient d'une manière générale. En outre, le Secrétaire général est autorisé à accorder à sa discrétion, dans des cas particuliers, une indemnité pour frais de représentation et frais analogues, d'un montant maximum de 1.000 dollars des Etats-Unis par an^{11/}.

Annexe I, paragraphe 4

Sous réserve des dispositions du paragraphe 6 de la présente annexe, le barème des traitements des fonctionnaires qui rentrent dans la catégorie des administrateurs généraux et des directeurs ou dans la catégorie des administrateurs sera le suivant (sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions))^{12/}:

Barème des traitements de base

(Sous réserve du barème des contributions du personnel figurant à l'article 3.3 du Statut et, le cas échéant, des ajustements (indemnités de poste ou déductions))

Modifier comme suit le montant du traitement des directeurs : 18.000 dollars.

Annexe I, paragraphe 9 (Ajustements (indemnités de poste ou déductions))

Remplacer le texte actuel par le texte suivant :

Pour que les fonctionnaires bénéficient de niveaux de vie équivalents dans les différents bureaux, le Secrétaire général peut ajuster les traitements de base fixés aux paragraphes 3 et 4 de la présente annexe par le jeu d'ajustements (indemnités de poste ou déductions) n'ouvrant pas droit à pension, dont le montant sera déterminé

^{11/} 579ème séance.

^{12/} Modifications découlant de celles qui font l'objet des notes 8/ et 11/ ci-dessus.

en fonction du coût de la vie et des niveaux de vie relatifs, ainsi que des facteurs connexes, au lieu d'affectation intéressé, par rapport à Genève (1er janvier 1956). Ces ajustements ne seront pas soumis aux retenues prévues par le barème des contributions du personnel et leur montant variera selon la classe des fonctionnaires, selon ce que l'Assemblée générale décidera de temps à autre^{13/}.

Article 3.2 du Statut du personnel - Indemnités pour enfants à charge et indemnités pour frais d'études

Pour supprimer les mentions des indemnités pour enfants à charge, supprimer le premier alinéa. A la première ligne du deuxième alinéa, supprimer le mot "également". Au quatrième alinéa, supprimer les mots "l'indemnité pour enfants à charge et" et remplacer les mots "seront versées" par les mots "sera versée". Supprimer le paragraphe 1 de l'annexe IV, relatif à l'indemnité pour enfants à charge^{14/}.

Article 3.3 du Statut du personnel (Barème des contributions du personnel, figurant précédemment dans la résolution 359 (IV) modifiée par la résolution 973 C (X)) ^{15/}

a) Les traitements et émoluments des fonctionnaires, à l'exclusion du montant des avantages familiaux et de l'indemnité de poste, sont soumis à une retenue calculée d'après le barème et dans les conditions indiqués ci-dessous, le Secrétaire général pouvant toutefois, lorsqu'il le juge indiqué, exempter de retenues les traitements et autres émoluments du personnel rétribué suivant les taux locaux :

^{13/} 582ème séance.

^{14/} En raison de la décision concernant les avantages familiaux (583ème séance).

^{15/} Recommandation du Secrétaire général mentionnée dans la note 8/ ci-dessus et tendant à ce que la barème des contributions du personnel soit reporté, sans modifications de fond, des résolutions 359 (IV) et 973 C (X) dans le Statut du personnel.

- b) Les contributions sont calculées d'après le barème suivant :

<u>Total des sommes imposables</u>				<u>Taux de la contribution</u>		
4.000 dollars par an au plus				15	pour	100
Tranche suivante de 2.000 dollars				20	"	"
"	"	2.000	"	25	"	"
"	"	2.000	"	30	"	"
"	"	2.000	"	35	"	"
"	"	3.000	"	40	"	"
Au-delà				50	"	"

- c) Article 3 b) de la résolution 359 (IV).
d) Article 6 de la résolution 359 (IV).
e) Article 7 de la résolution 973 C (X).
f) Article 8 de la résolution 973 C (X).

Article 3.4 du Statut du personnel (Avantages familiaux) (nouveau)^{16/}

a) Les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs généraux et des directeurs et de la catégorie des administrateurs ont droit aux avantages familiaux suivants :

- i) 200 dollars par an pour l'épouse à charge ou le mari à charge et 300 dollars par an pour chaque enfant à charge; ou
ii) Quant le fonctionnaire n'a pas de conjoint à charge, une indemnité unique de 200 dollars par an pour l'une des personnes ci-après, si elle est à la charge de l'intéressé : père, mère, frère, soeur.

b) Si le mari et la femme sont l'un et l'autre fonctionnaires du Secrétariat, l'un d'eux peut, pour les enfants à charge, demander à bénéficier des dispositions de l'alinéa i) ci-dessus, auquel cas l'autre ne peut demander à bénéficier que des dispositions de l'alinéa ii) ci-dessus, s'il remplit par ailleurs les conditions voulues.

c) Les fonctionnaires dont les traitements sont fixés par le Secrétaire général en vertu du paragraphe 6 ou du paragraphe 7 de l'Annexe I du présent Statut ont droit à des avantages familiaux dont le montant et les conditions sont fixés par le Secrétaire général, compte dûment tenu de la situation au lieu d'affection.

^{16/} 583ème séance.

d) Les demandes concernant les avantages familiaux sont présentées par écrit et accompagnées de pièces que le Secrétaire général juge satisfaisantes. Une demande est présentée chaque année.

Annexe III du Statut du personnel

Ajouter une nouvelle phrase à l'alinéa d) :

d) Il n'est pas versé d'indemnité :

(nouveau texte) A un fonctionnaire qui pour raisons disciplinaires fait l'objet dans d'autres conditions d'un renvoi pour faute; toutefois, le Secrétaire général peut en pareil cas accorder, à sa discrétion, une indemnité de licenciement d'un montant n'excédant pas celui de l'indemnité intégrale prévue à celui des alinéas a), b) et e) de la présente annexe dont les dispositions sont applicables en l'occurrence^{17/}.

Ajouter un nouvel alinéa f) ainsi conçu :

f) Un fonctionnaire licencié pour raisons de santé reçoit l'indemnité de licenciement prévue dans la présente annexe, sous réserve que la somme de l'indemnité de licenciement et du montant annuel de la pension d'invalidité à laquelle il a droit en vertu des Statuts de la Caisse commune des pensions du personnel ne soit pas supérieure au traitement d'une année^{18/}.

Article 9.4 et Annexe IV du Statut du personnel (Prime de rapatriement et indemnité de non-titulaire) ^{19/}

Le Secrétaire général fixe un barème pour le versement des primes de rapatriement ou des indemnités de non-titulaires dans les limites des maximums indiqués à l'annexe IV du présent Statut et aux conditions prévues dans cette annexe.

Faire du paragraphe consacré à la prime de rapatriement le paragraphe 1 de l'annexe IV. Modifier comme suit le début de ce paragraphe : "Ont droit, en principe, à la prime de rapatriement, les fonctionnaires que l'Organisation est tenue de rapatrier, sauf les fonctionnaires engagés à titre temporaire pour une durée déterminée qui ont droit à une indemnité de non-titulaire. La prime de rapatriement ou l'indemnité de non-titulaire n'est pas versée dans le cas d'un fonctionnaire renvoyé sans préavis.

^{17/} 585ème séance.

^{18/} 585ème séance.

^{19/} 585ème séance.